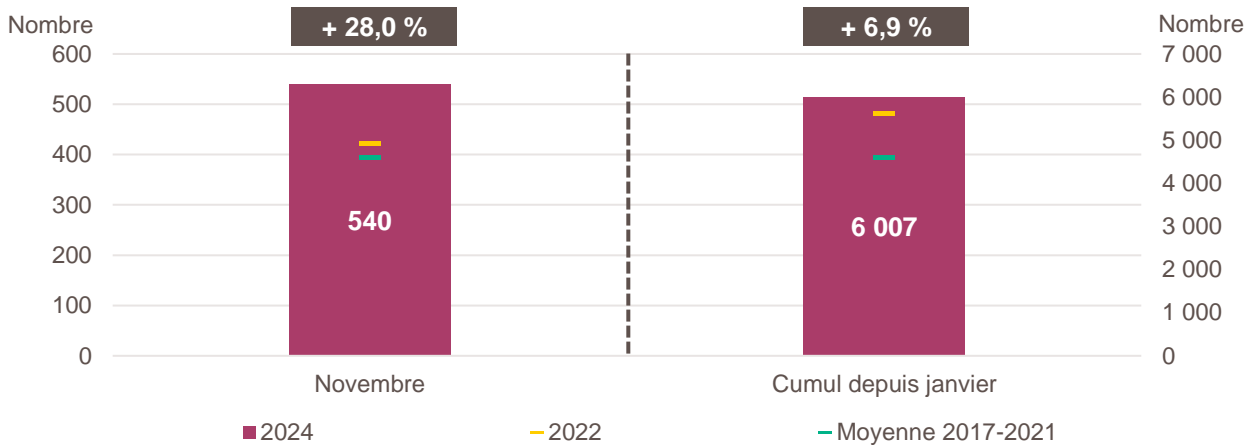


Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : documentation de l'Insee

Création d'entreprise en Corse en novembre 2024 et cumul depuis le début de l'année



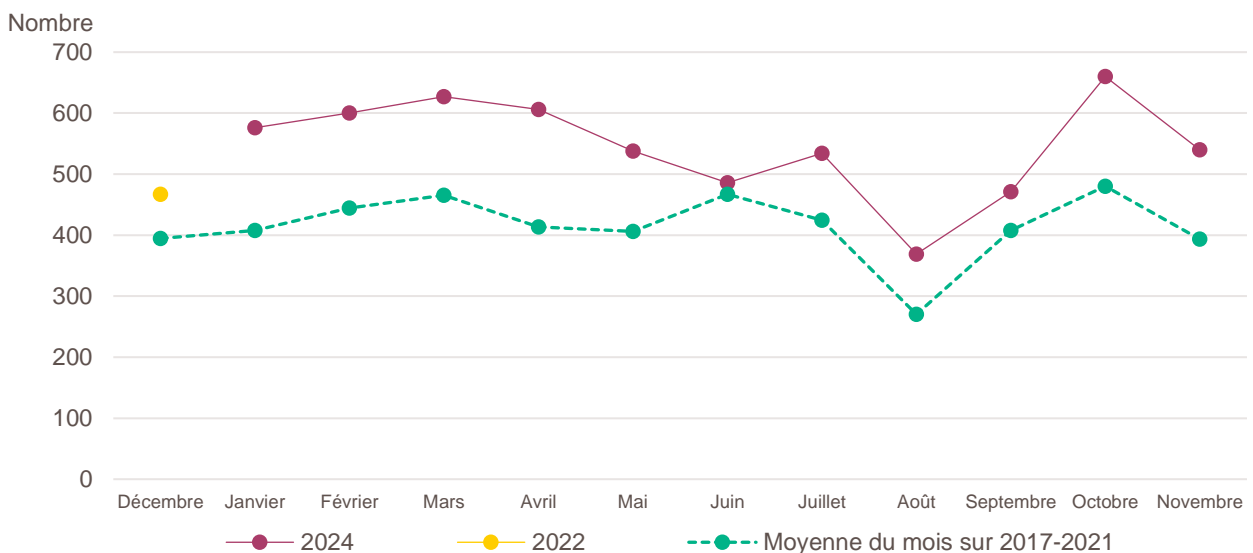
Lecture de la partie gauche : en novembre 2024, 540 entreprises ont été créées en Corse, soit + 28 % par rapport aux 422 de novembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 393 pour le mois de novembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 6 007, soit + 6,9 % par rapport aux 5 620 de janvier à novembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et novembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 4 580 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en décembre 2022, 467 entreprises ont été créées en Corse et 395 en moyenne pour les mois de décembre 2017 à 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Activités secondaires	115	72,2	+ 8,5	+ 3,2
Industrie	50	84,0	+ 16,3	+ 26,9
Construction	65	63,1	+ 3,2	- 7,9
Activités de type commerce	140	65,7	+ 30,8	+ 10,2
Commerce de détail	62	54,8	+ 148,0	+ 27,5
Commerce de gros	6	66,7	- 57,1	- 29,2
Commerce de bouche ^a	0	---	- 100,0	+ 4,5
Commerce et réparation automobiles	8	75,0	- 27,3	+ 23,1
Hébergement	7	57,1	- 41,7	- 31,1
Restauration	16	50,0	+ 45,5	+ 36,2
Services en direction des personnes	41	87,8	+ 41,4	+ 7,5
Activités de type services	285	62,1	+ 36,4	+ 6,7
Immobilier	23	21,7	- 8,0	- 16,3
Transports et entreposage	12	58,3	+ 9,1	+ 4,7
Activités scientifiques et techniques	67	61,2	+ 67,5	+ 10,8
Activités de soutien aux entreprises	84	82,1	+ 61,5	+ 16,8
Information et communication	16	62,5	+ 60,0	- 7,4
Enseignement	28	89,3	+ 86,7	+ 15,6
Arts, spectacles et activités récréatives	14	78,6	- 22,2	+ 19,3
Santé humaine et action sociale ^b	27	25,9	+ 22,7	- 7,9
Activités financières et d'assurance	14	14,3	- 12,5	+ 0,6
<i>Activités des sociétés holding</i>	3	0,0	- 40,0	- 26,1
Total Corse	540	65,2	+ 28,0	+ 6,9

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en novembre 2024, 50 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 84 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 16,3 % par rapport à novembre 2022 et un nombre cumulé sur janvier-novembre 2024 en hausse de + 26,9 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

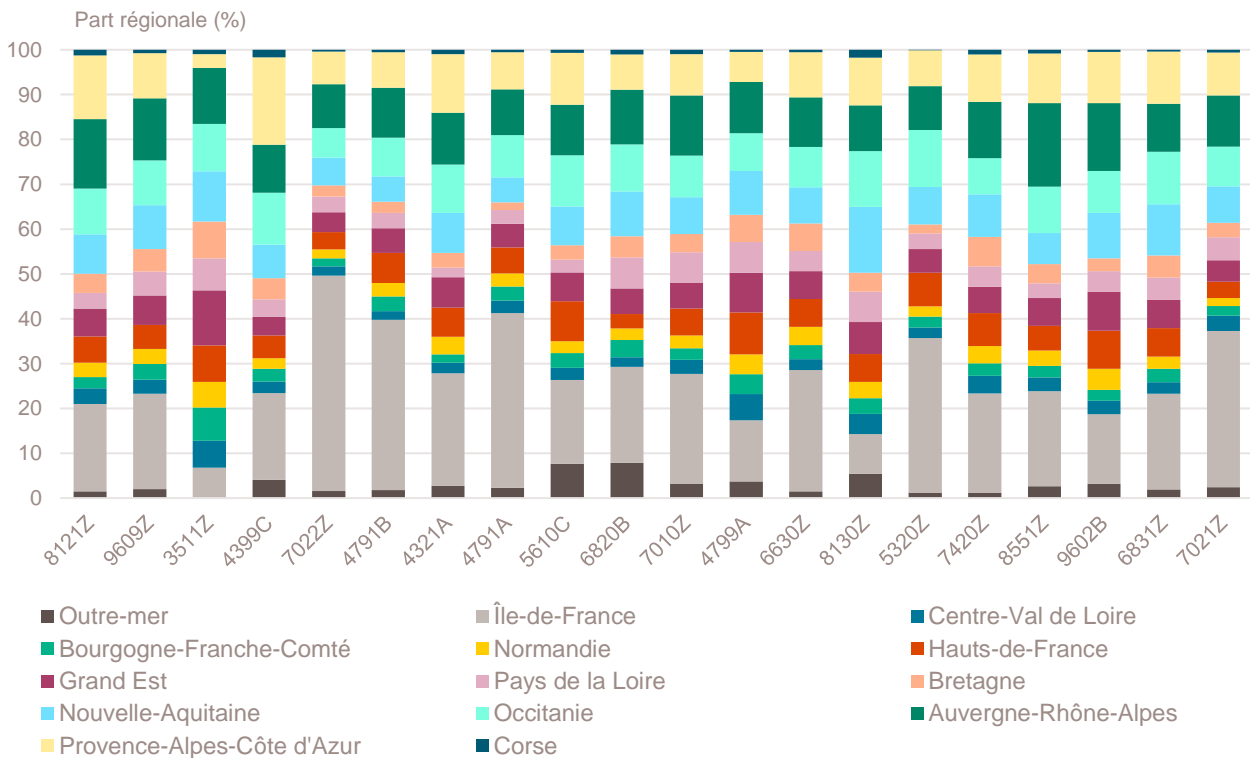
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	49	91,8	+ 122,7
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	23	95,7	+ 15,0
3511Z-Production d'électricité	19	94,7	---
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	18	55,6	+ 0,0
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	18	61,1	+ 50,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	14	92,9	+ 75,0
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	10	80,0	- 23,1
4791A-Vente à distance sur catalogue général	10	80,0	+ 900,0
5610C-Restauration de type rapide	10	60,0	+ 42,9
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	10	10,0	+ 25,0
7010Z-Activités des sièges sociaux	10	0,0	+ 233,3
4799A-Vente à domicile	9	22,2	+ 350,0
6630Z-Gestion de fonds	9	0,0	+ 0,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	9	33,3	+ 350,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	8	87,5	+ 166,7
7420Z-Activités photographiques	8	100,0	+ 100,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	8	87,5	+ 60,0
9602B-Soins de beauté	8	87,5	+ 100,0
6831Z-Agences immobilières	7	57,1	- 41,7
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	7	85,7	+ 133,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

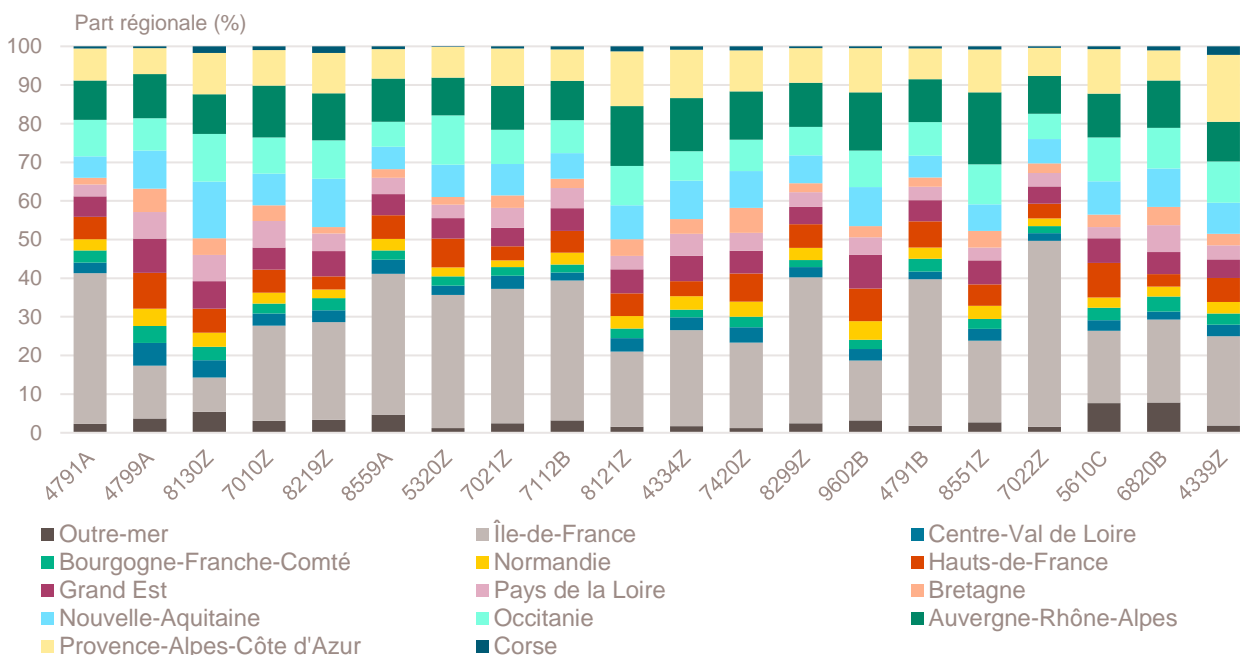
Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
4791A-Vente à distance sur catalogue général	10	80,0	+ 900,0
4799A-Vente à domicile	9	22,2	+ 350,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	9	33,3	+ 350,0
7010Z-Activités des sièges sociaux	10	0,0	+ 233,3
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	6	100,0	+ 200,0
8559A-Formation continue d'adultes	6	83,3	+ 200,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	8	87,5	+ 166,7
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	7	85,7	+ 133,3
7112B-Ingénierie, études techniques	7	42,9	+ 133,3
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	49	91,8	+ 122,7
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	6	100,0	+ 100,0
7420Z-Activités photographiques	8	100,0	+ 100,0
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	6	83,3	+ 100,0
9602B-Soins de beauté	8	87,5	+ 100,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	14	92,9	+ 75,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	8	87,5	+ 60,0
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	18	61,1	+ 50,0
5610C-Restauration de type rapide	10	60,0	+ 42,9
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	10	10,0	+ 25,0
4339Z-Autres travaux de finition	6	83,3	+ 20,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 5 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 4 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

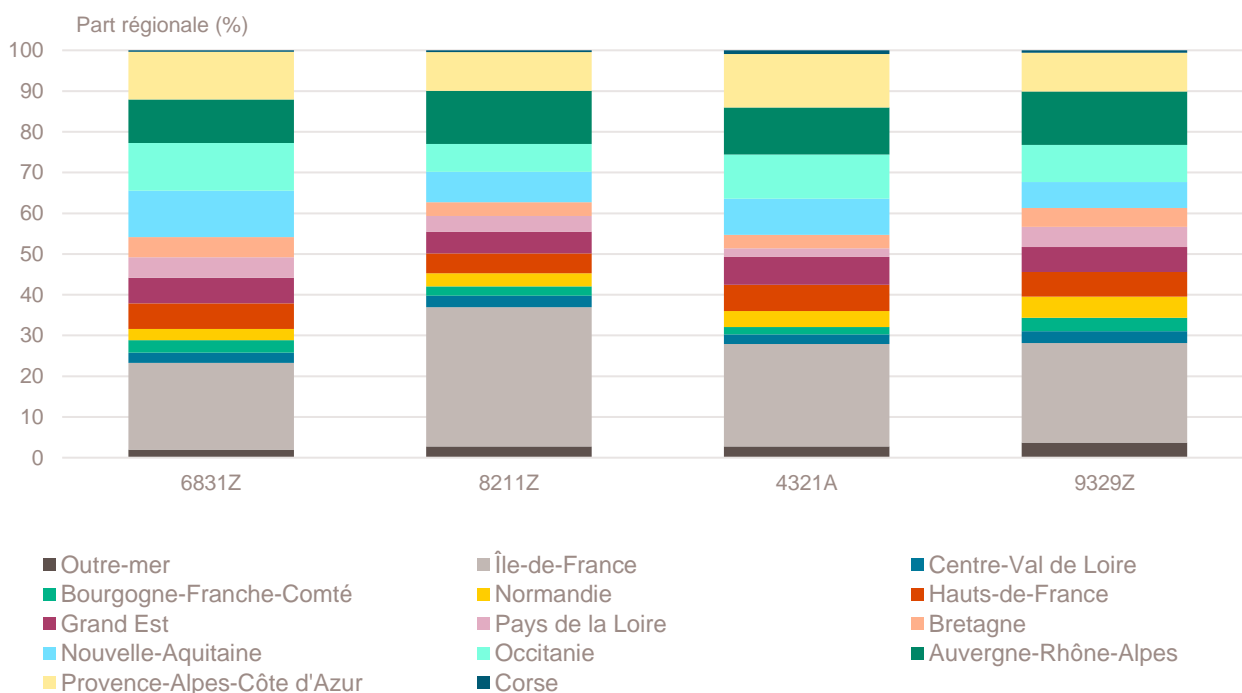
Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
6831Z-Agences immobilières	7	57,1	- 41,7
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	6	100,0	- 33,3
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	10	80,0	- 23,1
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	6	100,0	- 14,3

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 5 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 4, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Entreprises individuelles	400	74,1	+ 31,1	+ 10,0
Micro-entrepreneurs	352	65,2	+ 38,0	+ 16,0
Entreprises individuelles classiques	48	8,9	- 4,0	- 23,0
Sociétés	140	25,9	+ 19,7	- 0,5
SARL & EURL	20	3,7	+ 42,9	- 5,5
SAS & SASU	106	19,6	+ 12,8	+ 0,5
SCI	1	0,2	---	- 28,6
Autres ^a	13	2,4	+ 44,4	+ 5,0
Total Corse	540	100,0	+ 28,0	+ 6,9

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon leur implantation rurale ou urbaine

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	27	5,0	- 6,9	+ 8,3
Rurale éloignée peu dense	97	18,0	+ 36,6	+ 5,9
Rurale périphérique très peu dense	18	3,3	+ 157,1	- 0,6
Rurale périphérique peu dense	46	8,5	+ 31,4	+ 12,8
Bourg	100	18,5	+ 3,1	+ 1,6
Petite ville	0	0,0	---	---
Urbaine périphérique peu dense	40	7,4	+ 21,2	+ 10,9
Urbaine dense	212	39,3	+ 41,3	+ 8,4
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	540	100,0	+ 28,0	+ 6,9

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	263	48,7	+ 19,5	+ 4,8
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	540	100,0	+ 28,0	+ 6,9
Petites villes de demain (PVD)	87	16,1	+ 8,7	- 2,6
Actions cœur de ville (ACV)	156	28,9	+ 38,1	+ 4,3

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 125	66,0	+ 5,2	+ 4,0
01 - Ain	806	68,5	+ 14,8	+ 9,0
03 - Allier	308	61,7	+ 23,2	+ 5,5
07 - Ardèche	334	67,7	- 1,5	- 0,9
15 - Cantal	116	53,4	+ 8,4	+ 10,8
26 - Drôme	673	65,8	+ 9,6	+ 4,0
38 - Isère	1 749	67,2	+ 8,4	+ 3,3
42 - Loire	891	64,4	+ 12,2	+ 5,0
43 - Haute-Loire	200	59,0	+ 1,0	+ 4,7
63 - Puy-de-Dôme	696	65,4	+ 4,0	- 1,1
69 - Rhône	3 383	66,2	+ 0,5	+ 4,2
73 - Savoie	714	64,8	+ 5,9	+ 4,0
74 - Haute-Savoie	1 255	67,3	+ 0,2	+ 3,9
Bourgogne-Franche-Comté	2 610	64,4	+ 7,3	+ 9,8
21 - Côte-d'Or	586	63,3	+ 10,6	+ 9,4
25 - Doubs	508	63,2	+ 2,2	+ 10,3
39 - Jura	273	68,9	+ 25,2	+ 10,0
58 - Nièvre	153	61,4	- 0,6	+ 9,6
70 - Haute-Saône	164	61,0	- 1,2	+ 8,3
71 - Saône-et-Loire	490	64,5	+ 0,2	+ 7,2
89 - Yonne	314	66,2	+ 12,1	+ 14,7
90 - Territoire-de-Belfort	122	68,0	+ 24,5	+ 10,6
Bretagne	3 519	59,7	+ 13,4	+ 7,3
22 - Côtes-d'Armor	605	58,8	+ 21,7	+ 11,3
29 - Finistère	847	61,4	+ 22,0	+ 9,6
35 - Ille-et-Vilaine	1 289	60,1	+ 9,2	+ 4,3
56 - Morbihan	778	57,7	+ 6,3	+ 6,7
Centre-Val de Loire	2 642	65,2	+ 9,1	+ 7,4
18 - Cher	250	66,8	+ 1,6	+ 2,4
28 - Eure-et-Loir	436	60,8	+ 7,4	+ 8,6
36 - Indre	166	69,3	- 0,6	+ 10,4
37 - Indre-et-Loire	680	66,9	+ 7,3	+ 2,4
41 - Loir-et-Cher	282	56,7	- 2,8	+ 3,8
45 - Loiret	828	67,8	+ 22,1	+ 14,5
Corse	540	65,2	+ 28,0	+ 6,9
2A - Corse-du-Sud	275	64,0	+ 24,4	+ 4,3
2B - Haute-corse	265	66,4	+ 31,8	+ 9,8
Grand Est	5 648	65,7	+ 6,5	+ 6,7
08 - Ardennes	257	61,1	+ 23,0	+ 6,9
10 - Aube	288	69,4	- 1,4	+ 0,2
51 - Marne	579	62,2	+ 1,0	+ 4,0
52 - Haute-Marne	121	58,7	- 1,6	+ 3,2
54 - Meurthe-et-Moselle	793	66,6	+ 15,3	+ 12,8
55 - Meuse	138	55,8	+ 7,8	+ 15,7
57 - Moselle	970	72,7	+ 5,3	+ 8,5
67 - Bas-Rhin	1 369	62,9	+ 3,1	+ 3,8
68 - Haut-Rhin	761	69,6	+ 4,0	+ 6,8
88 - Vosges	372	59,9	+ 20,4	+ 10,1

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 650	65,5	+ 8,4	+ 6,5
02 - Aisne	386	68,4	+ 13,2	+ 14,3
59 - Nord	2 765	65,5	+ 5,5	+ 5,5
60 - Oise	871	65,9	+ 16,4	+ 8,3
62 - Pas-de-Calais	1 190	65,2	+ 12,2	+ 7,1
80 - Somme	438	62,6	- 0,5	+ 1,4
Île-de-France	26 873	59,5	+ 2,2	+ 9,7
75 - Paris	9 832	47,5	+ 20,5	+ 15,3
77 - Seine-et-Marne	2 007	67,6	- 2,0	+ 6,3
78 - Yvelines	2 129	68,0	- 10,1	+ 4,6
91 - Essonne	1 858	70,2	- 9,5	+ 3,3
92 - Hauts-de-Seine	2 941	60,7	- 9,4	+ 4,2
93 - Seine-Saint-Denis	3 528	67,7	- 2,3	+ 14,1
94 - Val-de-Marne	2 575	66,3	- 2,6	+ 9,2
95 - Val-d'Oise	2 003	66,5	- 8,0	+ 6,1
Normandie	2 971	64,9	+ 5,0	+ 6,3
14 - Calvados	721	59,5	+ 8,1	+ 5,1
27 - Eure	553	68,0	+ 6,8	+ 4,7
50 - Manche	341	60,7	- 7,8	+ 12,0
61 - Orne	191	69,1	- 5,4	+ 8,0
76 - Seine-Maritime	1 165	67,2	+ 8,7	+ 5,7
Nouvelle-Aquitaine	7 496	68,0	+ 8,7	+ 4,4
16 - Charente	361	65,9	+ 26,7	+ 9,0
17 - Charente-Maritime	680	67,1	- 1,9	+ 0,7
19 - Corrèze	272	64,0	+ 39,5	+ 7,0
23 - Creuse	97	66,0	+ 24,4	+ 12,4
24 - Dordogne	435	68,7	- 7,4	+ 0,2
33 - Gironde	2 944	72,6	+ 15,6	+ 7,5
40 - Landes	472	66,9	+ 0,4	+ 7,4
47 - Lot-et-Garonne	346	62,7	- 2,8	+ 1,0
64 - Pyrénées-Atlantiques	803	65,0	- 2,1	- 1,3
79 - Deux-Sèvres	329	61,1	+ 39,4	+ 7,0
86 - Vienne	415	65,8	- 3,0	- 4,7
87 - Haute-Vienne	342	58,5	+ 6,9	+ 8,4
Occitanie	8 751	68,4	+ 15,9	+ 7,0
09 - Ariège	153	69,9	- 11,0	+ 0,7
11 - Aude	440	68,0	+ 3,5	+ 5,2
12 - Aveyron	228	57,5	- 3,8	+ 3,4
30 - Gard	1 110	69,2	+ 25,3	+ 7,2
31 - Haute-Garonne	2 587	71,5	+ 30,0	+ 12,6
32 - Gers	186	62,9	+ 11,4	+ 0,4
34 - Hérault	2 115	67,6	+ 10,1	+ 5,3
46 - Lot	157	68,8	+ 12,1	+ 2,5
48 - Lozère	49	67,3	+ 11,4	+ 9,4
65 - Hautes-Pyrénées	250	66,8	+ 16,8	+ 2,2
66 - Pyrénées-Orientales	715	68,3	+ 4,4	+ 7,2
81 - Tarn	466	66,1	+ 12,3	+ 6,1
82 - Tarn-et-Garonne	295	61,4	+ 15,7	+ 0,6

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Pays de la Loire	3 915	64,2	+ 6,7	+ 2,8
44 - Loire-Atlantique	1 747	64,9	+ 7,5	- 1,2
49 - Maine-et-Loire	826	65,3	+ 10,4	+ 4,5
53 - Mayenne	234	63,7	+ 0,0	+ 9,9
72 - Sarthe	499	62,3	+ 6,9	+ 12,0
85 - Vendée	609	62,4	+ 2,4	+ 2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 770	65,5	- 4,1	- 2,9
04 - Alpes-de-Haute-Provence	187	71,1	+ 0,0	- 4,4
05 - Hautes-Alpes	187	63,6	- 5,6	- 9,9
06 - Alpes-Maritimes	2 110	66,6	- 7,7	- 3,2
13 - Bouches-du-Rhône	3 572	63,6	- 11,9	- 6,9
83 - Var	1 812	65,1	+ 10,4	+ 1,3
84 - Vaucluse	902	70,7	+ 16,4	+ 8,7
France métrop. hors Île-de-France	63 637	65,8	+ 6,8	+ 4,5
France métropolitaine	90 510	63,9	+ 5,4	+ 5,9
France d'outre-mer	2 875	48,7	+ 1,6	- 1,3
971 - Guadeloupe	766	52,2	+ 7,4	+ 2,4
972 - Martinique	684	32,7	- 0,3	- 14,1
973 - Guyane	334	51,8	+ 43,3	+ 15,8
974 - La Réunion	952	57,4	- 7,3	+ 2,5
976 - Mayotte	139	41,7	- 18,2	- 11,3
France entière	93 385	63,5	+ 5,3	+ 5,7

Lecture : en novembre 2024, 3 915 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 64,2 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 6,7 % par rapport à novembre 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-novembre 2024 a augmenté de + 2,8 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 24/12/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de novembre 2024. Bpifrance Création, décembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.